OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

Réf : 002/OLUCOME/03/2017 Bujumbura, le 03/03/2017

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République Ougandaise avec les assurances de notre plus haute considération ;

à Kampala

- Son Excellence Monsieur John Pombe Magufuri,

Président de la République Unie de Tanzanie avec

les assurances de notre plus haute considération ;

à Dar-es-salaam

- Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza,

Président de la République du Burundi avec

les assurances de notre plus haute considération ;

à Bujumbura

- Son Excellence Monsieur Révérien Ndikuriyo, Président du Sénat du Burundi avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bujumbura

- A Son Excellence Monsieur William Benjamin Mkapa, Ancien Président de la République Unie de Tanzanie et Co-facilitateur dans la crise burundaise avec les assurances de notre très haute considération ;

à Dar-es-salaam.

A Son Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale

à Bujumbura

Objet : Demande de voter une résolution déclarant que

la famine et le paludisme sont devenus des fléaux au Burundi

Excellence Monsieur le Président,

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a un grand honneur de s'adresser auprès de votre très haute autorité

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

pour vous remercier sur une certaine prise de positions de votre institution relative aux fléaux de la famine et du paludisme au Burundi.

2. D'après le rapport d'OCHA, au cours de l'exercice de 2016, suite aux sanctions imposées par les partenaires du Burundi, le Budget Général de l'Etat burundais a chuté respectivement de 14% dans le secteur de l'agriculture, de 30% dans le secteur de l'Education, de 54% dans le secteur de la santé, de 64% dans le secteur des droits de l'homme et de 72% dans le secteur de l'eau et assainissement .Aussi, le rapport des experts de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) révèle que suite à la réduction du budget dans le secteur de la santé et de l'eau, plus de 7 millions de cas de paludisme ont été enregistrés et 3 774 personnes sont décédées dans l'année de 2016 suite à cette épidémie de la malaria. Dans leur rapport de fin janvier 2017, ces experts de l'OMS affirment que cette épidémie est encore dans sa phase ascendante d'où en 2014, plus de 4 millions de cas de paludisme ont été enregistrés ; en 2015, plus de 5 millions et en 2016, plus de 7 millions soit près de 60% de la population burundaise.

3. Bien plus, Excellence Monsieur le Président, selon le classement de 2016 de la Banque Mondiale de 54 pays africains dans les secteurs de l'économie, la bonne gouvernance, la stabilité des institutions et démocratie, le Burundi est classé parmi les 2 premiers pays souffrant énormément dans ces secteurs. Cependant, l'Observatoire salue le courage de votre institution car vous acceptez au moins la situation de la famine et de l'épidémie de paludisme telle qu'elle est, contrairement aux membres du Gouvernement qui nient officiellement cet état de la misère qu'en souffre la population burundaise.

4. Cela ressort du travail de la commission permanente de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement, du développement communal et des travaux publics à l'Assemblée Nationale qui a présenté aux députés jeudi le 17 février 2017 un rapport de la descente effectuée les 6, 7, 8 et 9 novembre 2016 dans 12 provinces, à savoir Bubanza, Bujumbura, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Kirundo, Makamba, Muyinga, Mwaro, Ngozi, Rutana et Ruyigi. Les membres de cette commission se sont rendus compte de l'état de l'agriculture et de l'élevage et les conséquences de changements climatiques survenus pendant la saison culturale A. Ils ont constaté que la production de la saison culturale A de l'année 2017 va chuter de 40% par rapport à la production de la même période agricole des années précédentes et ils ont ajouté que selon les données récoltées par la commission auprès du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, la production de la saison culturale A de l'année 2017 va chuter de plus de 50% dans les provinces Muyinga, Kirundo, Bubanza et Bujumbura par rapport à la production de la saison culturale A de l'année 2016.

5. Excellence, lors de cette session, les députés ont demandé au Gouvernement de réduire d'urgence les taxes sur les produits vivriers et d'exonérer ceux en provenance de l'étranger pour qu'ils soient disponibles le plus rapidement possible sur le marché. Au moment où nous étions en train de rédiger cette correspondance, nous venons d'apprendre que le Conseil des Ministres tenu du 1er au 2 mars 2017 vient de décider l'exonération des produits vivriers importés pendant trois mois mais

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

la taxe sur valeur ajoutée (TVA) sur ces produits va continuer à être supportés par les citoyens. De par son expérience du passé, l'Observatoire a pu constater que de telles décisions sont profitées par certains commerçants alliés au pouvoir et la population n'en profite pas du tout car les prix des produits restent inchangés sur le marché. On dirait que le Gouvernement donne cette faveur par la main droite pour la récupérer par la main gauche. Ceci pousse l'OLUCOME à suggérer au Gouvernement à travers ces certains membres qui nous lisent en copie de faire mieux en réaffectant les 28 milliards Francs burundais destinés au fonds social dans le budget général de l'Etat 2017 au fonds de la solidarité nationale pour atténuer la famine au pays. Et ce fonds serait géré par une commission indépendante.

6. Excellence Monsieur le Président, dans la même perspective, vous avez invité la Ministre de la santé publique et de lutte contre le Sida pour répondre aux questions orales liées à l'épidémie de malaria. Nous avons appris par la voix des ondes qu'elle a nié catégoriquement que la malaria n'est pas actuellement une épidémie au Burundi alors que la population en souffre beaucoup, certainement pour éviter que le Gouvernement déclare qu'il existe une épidémie de paludisme et solliciter ainsi l'aide extérieure y relative.
7. Excellence Monsieur le Président, nous remarquons que les membres du Gouvernement à travers leur discours et publications n'acceptent pas officiellement le besoin urgent d'une aide extérieure pour subvenir à ces fléaux de famine et de malaria, malgré qu'il a déclaré que le Burundi est en phase humanitaire. A titre d'exemple, le Ministre ayant dans ses attributions les affaires étrangères à travers son tweeter a écrit que les trois millions de citoyens burundais en situation d'aide humanitaire d'urgence, c'est quelques personnes. Dans le même ordre d'idées, le Ministre des droits de l'homme et de la solidarité nationale a annoncé mercredi le 22 Février 2017 à la Radio France Internationale (RFI) que la situation de famine au Burundi est sous contrôle, ce qui pousse le Gouvernement à ne pas solliciter des aides humanitaires étrangères pour subvenir aux besoins urgents de la population. De plus, le Président du parti CNDD-FDD a dit à travers l'une des radios locales, qu'il n'y a aucun burundais qui ne peut pas manquer dans sa poche un billet de 10 000 Fbu. Ce qui n'est pas du tout vrai.
8. Au lieu de se pencher sur ces questions de fléaux de famine et de malaria, le Gouvernement priorise la révision de certaines lois en vue de rétrécir les libertés publiques et enfin finaliser l'enterrement légal de la société civile indépendante au Burundi. Autrement dit, on dirait que certains hommes forts du pouvoir burundais préparent le terrain pour asseoir la dictature si l'on tient compte de leurs priorités actuelles. **Ces dernières sont la suppression de la limitation des mandats présidentiels, la révision de certaines lois pour étouffer les principes de la gouvernance et de la démocratie dans le seul but de s'éterniser au pouvoir pour s'accaparer de la richesse nationale, ...alors que la population souffre énormément de l'extrême pauvreté.**
9. Excellence, ces discours de ces certaines autorités sont contraires à ce que vous avez déclaré dans le message du parlement du Burundi du 23 février 2017 en réponse à la déclaration du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, réuni à Québec du 1er au 4 février 2017, où il est souligné que les sanctions de certains partenaires extérieurs du Burundi ont affecté énormément la population dans

les domaines de la santé, de l'éducation et de l'appui au développement durable d'où le Burundi a besoin d'un soutien économique.

10. **Excellence Monsieur le Président, en se basant sur ce langage du Gouvernement qui ne met pas en avant les intérêts du citoyen burundais souffrant de la misère et ses conséquences, l'OLUCOME débute une campagne dénommée : « Nous les oubliés, jusqu'où va notre misère ?» pour interpeller les dirigeants à se préoccuper en premier lieu de la résolution des problèmes de la population burundaise.** Et pour la même raison mentionnée au début de ce paragraphe, nous demandons au parlement burundais d'adopter une résolution de déclaration du fléau de la famine causée par la mauvaise gestion des secteurs de l'environnement et de l'agriculture d'une part et de l'épidémie de paludisme causée par la réduction des fonds alloués aux secteurs socio-économiques.

11. L'OLUCOME vous demande également de faire sien le contenu de la déclaration de la Facilitation du 19 janvier 2017 issu du quatrième round du dialogue inter burundais externe et surtout faire arrêter le processus de l'amendement de la Constitution du Burundi pour s'atteler à la résolution des questions qui hantent actuellement les citoyens burundais afin qu'ils puissent satisfaire leurs besoins fondamentaux. L'Observatoire est tellement convaincu que les motivations de l'amendement de la constitution burundaise émanent d'un petit groupe d'individus qui veulent à tout prix protéger leurs intérêts personnels au détriment des intérêts des citoyens burundais.

12. Dans le même sens, Excellence Monsieur le Président, l'Observatoire vous demande d'exhorter le Gouvernement burundais à participer dans les prochains rounds de dialogue inter burundais externe afin que ces questions de famine, de malaria et autres y trouvent des solutions durables.

    Enfin, l'OLUCOME exhorte les partenaires techniques et financiers du Burundi qui nous lisent en copie de continuer à soutenir les citoyens burundais qui sont menacés par la famine et la malaria en leur octroyant de l'aide en vue d'apaiser les souffrances sans toutefois passer par le Gouvernement qui ne veut pas respecter les principes de gouvernance et de transparence.

Espérant une suite favorable à nos demandes, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
OLUCOME
BP 6616
Bujumbura

C.P.I. à :

- Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale ;

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

à Bujumbura.

- A Son Excellence Madame la Ministre de la Santé publique et de Lutte Contre le Sida ;

à Bujumbura.

- Son Excellence Monsieur le Commissaire européen chargé de la coopération internationale et le développement à l'Union Européenne ;

à Bruxelles

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé spécial de l'ONU dans la Région des grands Lacs ;

à New York

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé spécial de la Belgique dans la Région des grands Lacs ;

à Bruxelles

- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté Est africaine avec les assurances de notre très haute considération.

à Arusha